
QUELQUES ÉLÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES ET PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE BUDGET-CONSOMMATION RÉALISÉE EN 1983-1984 DANS LE DÉPARTEMENT DE DIFFA AU NIGER

SYLVAIN LARIVIÈRE, CHERCHEUR POUR LE GROUPE SPAS AU DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE RURALE
DE L'UNIVERSITÉ LAVAL, QUÉBEC, CANADA

INTRODUCTION

Au cours de la journée d'ouverture, les organisateurs du séminaire nous ont souligné les grands objectifs que poursuit cette rencontre, notamment le voeu de faire le point sur les priorités à donner en matière de recherche sur les stratégies et les politiques alimentaires au Sahel. Cette rencontre espère également recenser certaines des expériences réalisées en matière de stratégies et de politiques alimentaires dans la zone. La présente communication entend contribuer bien modestement à l'atteinte de ces objectifs en discutant de la méthodologie d'une enquête de budget-consommation réalisée en 1983-1984 dans le Département de Diffa en République du Niger.

Le document qui a servi de cadre de référence à la présente conférence a été réalisé en septembre 1986 à l'Université Laval et venait en appui au Schéma d'aménagement agricole du Département de Diffa réalisé conjointement par le ministère du développement rural (République du Niger) et l'Agence canadienne de développement international (ACDI)¹. Cette étude avait été réalisée dans le cadre du Projet d'appui au développement agricole du Département de Diffa (PADADD). Le PADADD est un projet de développement rural intégré dont la finalité est de contribuer à l'augmentation de la production agricole. Comme pour la plupart des projets de développement rural intégré, les champs d'intervention sur lesquels le projet a priorisé ses interventions étaient à la fois nombreux et variés. À l'origine, les nombreuses activités avaient été classées en trois volets :

- Un premier volet d'actions-pilotes mis en place dans un but de recherche-action;
- Un deuxième volet qui concernait les projets d'initiatives locales (PIL);
- Un dernier volet qui portait sur la formation des ressources humaines et sur la réalisation d'études complémentaires au projet.

Dans le cadre de l'étude qui nous intéresse, l'auteur a procédé à l'analyse d'une enquête budget-consommation qui avait été réalisée auprès d'un échantillon type d'exploitants (36) du Département de Diffa.

Rappelons brièvement les orientations et les objectifs de cette étude. L'étude visait deux objectifs principaux :

- donner un aperçu de la structure et de la composition des régimes alimentaires des habitants des trois zones socio-économiques du Département de Diffa (la zone de la Komadougou, des Cuvettes de Maïné-Soroa et du lac Tchad);

¹ Voir S. Larivière, "Analyse de l'enquête budget-consommation d'un ensemble d'exploitations types du Département de Diffa, Niger", ACIDI, 1986.

-
- réaliser une comparaison des principales sources de revenus et de dépenses des ménages agricoles dans la zone.

C'est donc à partir de ces informations et des problèmes que nous avons rencontrés lors de l'analyse des données que la présente conférence a été préparée. Ses objectifs sont :

- dans un premier temps, de discuter des objectifs du projet PADADD et du contenu de l'enquête;
- de présenter un portrait partiel des régimes alimentaires et de la structure des revenus et des dépenses des ménages dans les trois zones socio-économiques du Département de Diffa. Une esquisse des dépenses et des recettes de ces unités de consommation et de production nous permettra d'illustrer les problèmes de liquidités rencontrés par les paysans;
- enfin, d'indiquer les grands axes sur lesquels devrait s'appuyer la collecte de l'information pour réaliser des études dans le champ de la consommation alimentaire.

OBJECTIFS DU PROJET PADADD ET CONTENU DE L'ENQUÊTE BUDGET-CONSOMMATION

Le projet PADADD

Le principal extrait du projet PADADD au cours de la première phase (1982-1986) était la réalisation du Schéma d'aménagement agricole du Département de Diffa. Ce document présente le potentiel de développement de trois grands secteurs (protection de l'environnement, production agricole et auto-encadrement), l'historique des actions entreprises à ce jour et l'ensemble des contraintes, des priorités et des besoins identifiés comme prioritaires dans la zone². Les informations nécessaires à la réalisation de cet extrait ont été recueillies au cours des cinq premières années du projet et elles ont donné lieu à un certain nombre d'études complémentaires.

Le Schéma d'aménagement agricole du Département de Diffa a été conçu pour donner une cohérence aux différentes actions entreprises ou qui devaient l'être en vue d'assurer le développement du Département dans le respect de son environnement. Il est important de souligner que le PADADD est original quant à l'approche même des problèmes. On voulait asseoir le développement de la zone sur la connaissance approfondie de l'environnement plutôt que sur la simple généralisation d'informations recueillies ailleurs. Cela s'est traduit plus concrètement par la réalisation d'une série d'études qui ont permis de tester, dans certaines zones pilotes, quelques modèles d'intervention. À ce titre, le Schéma d'aménagement agricole du Département de Diffa constitue un excellent exemple d'élaboration et de mise en place d'une stratégie régionale de développement.

Pour arriver à définir un schéma d'intervention cohérent, le projet a procédé à l'exploitation des données brutes du recensement agricole de 1980 du ministère du Développement rural (MDR) et a réalisé, entre 1983 et 1984, une série d'observations et d'enquêtes dans les trois zones du Département.

² PADADD, schéma d'aménagement agricole du Département de Diffa. Publication conjointe du ministère de l'Agriculture, Direction des études, de la programmation et des statistiques agricoles et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), novembre 1986.

La méthodologie de l'enquête budget-consommation et l'analyse des données de base

Entre août 1983 et août 1984, le MDR et la Coopération canadienne ont initié une enquête budget-consommation auprès de 36 exploitations réparties dans neuf villages du Département de Diffa : Messa, Dewa et Kargueri, coopérative de Dewa Kargueri, zone socio-économique de la Komadougou, arrondissement de Diffa; Adébour, Djaboulam et Kamoutata, coopérative d'Adébour, zone socio-économique du bord du lac Tchad, arrondissement de Mainé-Soroa; Kabelaoua, N'Galewa, Arikoukouri, coopératives de N'Galewa et Arikoukouri, zone socio-économique du bord du lac Tchad, arrondissement de N'Guigmi. Les données ont été recueillies par un passage bihebdomadaire des enquêteurs. L'enquêteur demandait la composition des repas de la journée et de la veille, et effectuait, lorsque c'était possible, la pesée des aliments qui seraient consommés dans la journée. Le nombre de convives de l'exploitation et hors exploitation était également consigné.

La compilation des résultats s'est effectuée sur les 12 mois de l'enquête, à l'exception de la zone socio-économique des Cuvettes pour laquelle aucun relevé ne figurait pour le mois de février 1984. L'interprétation des données concernant les quantités consommées de céréales (aliment de base) s'est effectuée selon les deux périodes du calendrier des récoltes. Une première période (septembre à février) correspond, selon le calendrier agricole, au début des récoltes pluviales et s'étend jusqu'au début des récoltes en irrigué (cas de la Komadougou). On peut faire correspondre cette période à la période de relative abondance. La seconde période (mars à août) constitue la période de soudure. Période d'écoulement des stocks et, pour certains groupes, cette période peut se traduire par un *manque plus ou moins aigu d'aliments*.

La distinction faite sur la base des fluctuations saisonnières allait permettre de saisir les tensions et les ajustements entre les deux périodes pour chacune des trois zones considérées.

À défaut de données sur les quantités consommées des autres composantes des régimes alimentaires (autres que les céréales), une analyse basée sur la fréquence de consommation a été réalisée. Elle a permis d'identifier le nombre de fois que revenaient les différents aliments au sein des repas. Bien que ce type d'analyse facilite généralement l'identification des composantes des régimes alimentaires, elle n'a malheureusement pas pu nous éclairer sur les quantités consommées, sur la qualité des régimes et surtout sur la répartition intra ménage.

Une analyse détaillée des sources de revenus et de dépenses des ménages agricoles par poste et par zone socio-économique a également été réalisée. Cette démarche a permis d'établir les niveaux moyens de revenus et de dépenses par poste pour chacune des zones et pour le Département de Diffa dans son ensemble.

Il faut garder à l'esprit que cette enquête a été réalisée à un moment particulièrement difficile au Sahel. L'année 1983-1984 a été en effet marquée par une sécheresse sévère. Les résultats sont par conséquent difficilement généralisables.

LES RÉSULTATS

Un portrait des régimes alimentaires dans le Département de Diffa

Les besoins de céréales par personne et par an étaient évalués à environ 249 Kgs/personne en 1984 au Niger. Cet apport correspondait exactement à la norme moyenne fixée par la FAO.

La consommation moyenne

L'enquête effectuée dans le Département de Diffa révèle que la consommation moyenne par personne participant aux repas et par an s'établissait aux environs de 231 kgs, principalement constituée de mil (53,5%), de maïs (22,5%) et de sorgho (17,2%) (voir tableau 1). Le Département de Diffa constituait donc en 1983-1984 une des régions déficitaires du Niger, si on se réfère à la norme de la FAO. La consommation de céréales dans cette zone représentait moins de 93% des besoins moyens par habitant évalués à l'échelle nationale. Toutefois, parce que cette période a été particulièrement difficile, et notamment à cause de la sécheresse, il nous est permis de croire que ces résultats sous-estiment la consommation moyenne à long terme dans le département.

Tableau 1 : Quantité moyenne (kg/personne/an) et part relative qu'occupe chacune des céréales dans la consommation céréalière totale, Département de Diffa (1983-1984).

CÉRÉALES	TOTAL (kg/pers./an)	% DU TOTAL
MIL	123,7	53,5
MAÏS	52,1	22,5
SORGHO	39,7	17,2
BLÉ	11,3	4,9
RIZ	4,1	1,8
TOTAL	230,89	100,00

Source : Enquête de budget-consommation dans le Département de Diffa, MDR, 1983-84.

Des disparités sous-régionales considérables

Le tableau 2 présente les quantités de céréales consommées ainsi que leur importance relative dans la consommation totale pour chacune des zones socio-économiques étudiées. Le mil constitue la céréale de base dans deux des trois zones considérées, soit celles de la Komadougou et des Cuvettes. Il représentait 79,5% et 87,2% de la consommation totale des céréales dans ces deux zones. Dans la zone du lac Tchad, la situation était quelque peu différente: le maïs occupe la première place avec 50,0% de la consommation céréalière totale, puis vient au second rang le sorgho avec 35,5%. On note également une plus grande hétérogénéité dans les variétés de céréales consommées dans la région du lac Tchad.

Tableau 2 : La consommation de céréales par zone socio-économique, Département de Diffa, 1983-1984.

Produits de base (kg)	TOTAL Komadougou %	TOTAL Komadougou %	TOTAL des Cuvettes	TOTAL des Cuvettes %	TOTAL lac Tchad	TOTAL lac Tchad %
Sorgho	12,7	5,9	5,5	2,8	100,8	35,5
Maïs	13,5	6,3	1,0	0,5	142,0	50,0
Mil	171,0	79,5	170,0	87,2	30,2	10,6
Riz	3,5	1,6	1,4	0,7	7,4	2,6
Blé	14,2	6,6	16,4	8,4	3,4	1,2
Niébé	0,0	0,0	0,8	0,4	0,0	0,0
Moyenne Cons. Céréales (kg/pers./an)*	215,0	100,0	195,0	100,0	284,0	100,0

* Personne participant aux repas et par année.

Source : Enquête de budget-consommation dans le Département de Diffa, MDR, 1983-1984.

À la lumière du tableau 2, il ressort que deux des trois sous-régions du Département étaient déficitaires lorsqu'on les compare à la norme fixée par la FAO.

Des variations saisonnières importantes ont été enregistrées au niveau de la consommation des céréales

Au cours de la période de soudure, il semble que le type de céréales consommées se modifie quelque peu et la consommation de céréales semble se monétariser en raison de l'épuisement des stocks. On note en effet un accroissement de la consommation de blé dans les zones de la Komadougou et des Cuvettes (mars à août). Dans la zone du lac, la situation diffère quelque peu. Les ménages agricoles semblent procéder à une substitution du sorgho en faveur du maïs au cours de cette période. Les tableaux 3 et 4 présentent la consommation totale de céréales pour chacune des périodes.

Tableau 3 : La consommation de céréales par zone socio-économique pour la période septembre à décembre 1983-1984, Département de Diffa.

Produits de base (kg)	TOTAL Komadougou sept.-fév.	TOTAL Komadougou %	TOTAL des Cuvettes sept.-fév.	TOTAL des Cuvettes %	TOTAL lac Tchad sept.-fév.	TOTAL lac Tchad %
Sorgho	15,2	11,91	5,0	4,97	82,0	61,64
Maïs	5,0	3,94	0,9	0,93	26,6	20,03
Mil	90,6	70,77	79,3	78,55	16,1	12,11
Riz	1,1	0,90	0,9	0,87	4,9	3,68
Blé	16,0	12,48	14,5	14,40	3,4	2,54
Cons. moyenne (kg/pers./6 mois)*	128,0	100,0	101,0	100,0	133,0	100,0

* Personne participant aux repas et par année

Source : Enquête de budget-consommation dans le Département de Diffa, MDR, 1983-1984.

Les variations saisonnières dans le niveau de consommation de céréales s'expliquent en partie par la période de soudure qui s'étend de mars à août et par le nombre de participants aux repas qui s'accroît légèrement durant cette période. Évidemment, la sécheresse qui a affecté la région en 1983-1984 a eu des conséquences conjoncturelles qui sont difficiles à départager.

Tableau 4 : La consommation de céréales par zone socio-économique pour la période septembre à décembre 1983-1984, Département de Diffa.

Produits de base (kg)	TOTAL Komadougou mars-août	TOTAL Komadougou %	TOTAL des Cuvettes mars-août	TOTAL des Cuvettes %	TOTAL lac Tchad mars-août	TOTAL lac Tchad %
Sorgho	0,1	0,15	0,0	0,0	21,2	13,76
Maïs	7,5	8,58	0,0	0,0	115,9	75,23
Mil	76,7	88,15	92,2	98,12	14,3	9,29
Riz	2,0	2,26	0,5	0,53	2,6	1,71
Blé	0,7	0,86	0,7	0,78	0,0	0,0
Cons. moyenne (kg/pers./6 mois)*	87,0	100,0	94,0	100,0	154,0	100,0

* Personne participant aux repas.

Source : Enquête de budget-consommation dans le Département de Diffa, MDR, 1983-1984.

Au niveau du Département, le mil constitue donc le principal apport énergétique malgré l'importance de la consommation de maïs dans la zone du lac Tchad.

Les habitants des zones socio-économiques de la Komadougou et du lac ont sensiblement les mêmes habitudes alimentaires. On retrouve, bien qu'en quantité réduite, un apport alimentaire d'origine animale au sein des régimes de ces zones. On note également une plus grande diversité dans la structure des régimes alimentaires des habitants de ces régions.

L'analyse des budgets des ménages

Analyse des revenus

Le tableau 5 résume la structure des revenus par poste et par zone socio-économique. On note de grandes variations dans l'origine des revenus par poste et par zone. Le maraîchage dans les zones de la Komadougou et des Cuvettes et la vente d'animaux et de produits de l'élevage pour celle du lac Tchad sont les principales sources de revenus dans le Département.

Tableau 5 : Structure de revenus des ménages agricoles dans le Département de Diffa en 1983-1984 (f cfa).

Produits	Komadougou	Cuvettes	lac Tchad	Département de Diffa
Cultures pluviales	0	27 800	7 200	11 667
Maraîchage	107 585	263 092	1 464	124 047
Animaux et produits de l'élevage	53 164	44 425	247 611	115 067
Intrants agricoles	60 196	32 337	572	31 035
Sous-total	220 945	367 654	256 847	281 815
Artisanat	0	15 670	0	5 223
Restauration	20 876	17 225	39 086	25 729
Dons ou cadeaux	14 489	258 202	36 977	103 223
Autres revenus	5 178	90 057	37 739	44 325
Sous-total	40 543	381 154	113 802	178 500
Grand total	261 488	748 808	370 649	460 315

Source : Enquête de budget-consommation dans le Département de Diffa, MDR, 1983-1984.

Sur une base annuelle, le revenu moyen d'une exploitation-type du département se situe aux environs de 460 315 f cfa. Plus de 60% de celui-ci est d'origine agricole comprenant l'élevage. Les rémunérations diverses, la production artisanale, la restauration et les dons et cadeaux procurent la balance des revenus des ménages.

La zone des Cuvettes est caractérisée par le revenu moyen le plus élevé du département. Les zones de la Komadougou et du lac Tchad ont toutes deux des revenus moyens inférieurs à la moyenne du Département.

Au niveau de la répartition par poste, il semble que l'exploitation type de la zone des Cuvettes tire une large part de ses revenus d'activités non agricoles. Celles-ci représentent en effet plus de 50 % du revenu total. La zone du lac Tchad offre quant à elle un environnement propice à l'élevage qui permet aux exploitants de tirer plus de 68% de leurs recettes de la vente de ces produits. Il est intéressant de noter l'importance qu'occupent les dons et les cadeaux comme sources de revenus. Bien qu'estimée très approximativement, la valeur des échanges informels apparaît considérable.

Les zones de la Komadougou et des Cuvettes offrent un potentiel considérable pour la culture maraîchère permettant aux exploitants de tirer respectivement 41% et 37% de leurs revenus de cette source.

La vente d'intrants agricoles (transport et paille) est relativement faible dans les trois régions. Ce phénomène s'explique principalement par la faible productivité des récoltes, la faiblesse des revenus des exploitants de la zone et l'utilisation restreinte d'intrants agricoles par les exploitants de la région. Il est intéressant de noter que le transport (à l'aide de charrettes) se pratique sur les bords de la Komadougou et dans les Cuvettes mais qu'il est absent dans la zone du lac. Il semble aussi que la vente de paille soit un phénomène récent lié à la sécheresse. Elle semble se faire au détriment des éleveurs de passage. Auparavant, la paille restait au champ et était accessible aux pasteurs en échange du fumier. Cette paille constitue une nouvelle source de revenus pour les agriculteurs.

Le déficit céréalier identifié dans la première section est traduit ici par la faiblesse des revenus qui origine de la vente de céréales. En effet, celle-ci ne représente que 0,2% du revenu moyen dans le Département. La possibilité de pouvoir emmagasiner à plus long terme cette denrée agricole ainsi que son importance au sein des régimes alimentaires dans le Département sont des raisons suffisantes pour expliquer la quasi-absence du commerce de céréales dans les trois zones. L'apparition du niébé dans le système cultural et sur les marchés est à suivre au cours des prochaines années. Finalement, il faut souligner que c'est dans la région du lac Tchad, où une part infime de la production de céréales est commercialisée, que l'on enregistre un léger surplus céréalier par habitant.

Au niveau des recettes générées par la vente d'animaux et des produits de l'élevage, celles-ci sont proportionnellement surévaluées car elles correspondent à un *déstockage* du bétail effectué durant la période qui a été l'objet de l'enquête; *déstockage* rendu obligatoire par la sécheresse et le déficit fourrager important, prévisible après la courte saison des pluies de 1983.

D'une façon générale, il est permis de croire qu'une exploitation type ayant une production agricole diversifiée, autosuffisante pour plusieurs produits, commercialise une part moins importante de sa production pour acheter des aliments qui lui font défaut. Inversement, une exploitation qui se spécialise devra vendre une part plus importante de sa production pour acheter des céréales ou des légumes qu'elle ne produit pas ou qu'elle produit mais seulement en faible quantité.

L'exploitation type des Cuvettes de Maïné-Soroa, par exemple, repose sur une production diversifiée (céréales, produits maraîchers, fruits et produits de l'élevage) qui permet une alimentation équilibrée ou tout au moins variée aux ménages agricoles, contrairement aux deux autres zones du Département. On peut avancer l'hypothèse que la zone des Cuvettes est la moins

monétarisée du Département. Cette hypothèse est renforcée lorsque l'on observe l'importance du poste dons et cadeaux (l'économie de troc ou d'échange) dans cette zone.

Même si l'analyse des revenus a tendance à sous-évaluer l'importance des activités de production, elle fournit des indications importantes sur l'organisation économique des différentes zones étudiées et donne une indication du degré de monétarisation de l'économie agricole.

L'étude du bilan des exploitations types (les recettes moins les déboursés) du Département de Diffa reflète avec beaucoup de réalisme les problèmes que doit surmonter l'agriculture et les conséquences que cela entraîne sur la consommation alimentaire dans la région. Dans les trois zones considérées, en 1983-1984, les déboursés étaient supérieurs aux recettes, traduisant avec beaucoup de réalisme les problèmes de liquidités et même de désépargne dans le Département. C'est dans la région du lac Tchad où les déboursés représentaient 117% des recettes que le problème a été le plus aigu en 1983-1984.

La reconstitution des stocks céréaliers était inexistante, à cause de l'échec des cultures pluviales de la récolte de septembre. L'achat de céréales a accaparé plus du tiers des déboursés totaux des exploitants du Département. L'ensemble des achats agricoles et alimentaires ont absorbé près de 75% des déboursés des exploitants et près de 83% de la recette moyenne.

Analyse des dépenses de consommation.

L'achat de produits et de services divers dans le Département représente environ 25% de la dépense moyenne. Cette dépense est légèrement plus élevée dans la zone des Cuvettes (31%) comme l'indique le tableau 6.

Les achats de bovins et d'ovins ont été particulièrement importants dans la zone du lac Tchad. Il semble que certains exploitants aient misé sur les variations de prix des différents marchés (liées fondamentalement aux prévisions des récoltes fourragères) en achetant et en vendant des animaux. La substitution des bovins par des ovins qui offrent une plus grande résistance à la sécheresse a produit des fluctuations importantes dans les prix du bétail. Ces mouvements dans la structure du cheptel se sont traduits par des recettes nettes d'approximativement 50 000 f cfa. L'achat d'ovins a été supérieur à la vente d'environ 6 500 f cfa. Ces fluctuations sont essentiellement liées à la période de sécheresse qui a sévi et à des problèmes de disponibilités fourragères dans la zone pastorale du Département.

Au niveau des produits céréaliers, les achats de mil représentaient respectivement 51% et 61% des achats totaux de céréales dans les zones de la Komadoukou et des Cuvettes. La zone du lac n'a consacré que 14% de ses dépenses totales aux produits céréaliers, comparativement à 38% et 51% pour les zones de la Komadoukou et des Cuvettes.

Les paysans, n'ayant eu pratiquement aucune récolte de mil en septembre, ont dû se rabattre sur l'achat de maïs, de blé et de sorgho pour assurer leur subsistance.

La reconstitution des stocks de mil a tardé jusqu'à la période de vente de poivrons dans la zone de la Komadoukou. Dans le cas des Cuvettes, ce sont les ventes des divers produits maraîchers qui ont permis de générer les revenus nécessaires à la reconstitution des stocks de céréales.

Tableau 6 : Consommations monétaires des ménages agricoles dans le Département de Diffa, 1983-1984 (f cfa).

Produits	Komadougou	Cuvettes	lac Tchad	Département de Diffa
Cultures pluviales	110 006	381 771	59 179	183 652
Maraîchage	21 506	11 748	3 960	12 405
Produits de l'élevage	7 492	3 640	5 843	5 658
Poisson	6 376	0	0	2 125
Produits alimentaires divers	49 571	103 324	30 659	61 185
Animaux et intrants agricoles	47 958	18 673	241 768	102 800
Sous-total	242 909	519 156	341 409	367 825
Vêtements	6 961	42 948	4 013	17 974
Mobilier	506	950	0	485
Noix de cola et tabac	11 227	67 377	3 362	27 322
Biens de luxe parfums, pommades	2 936	11 537	1 480	5 318
Frais divers	23 963	113 958	80 881	72 934
Sous-total	45 593	236 770	89 736	124 033
Grand total	288 502	755 926	431 145	491 858

Source : Enquête de budget-consommation dans le Département de Diffa, MDR, 1983-1984.

Les exploitants de la zone de la Komadougou ont déboursé une part plus importante pour les produits d'origine animale que les autres zones. Cet apport d'origine animale est non négligeable dans l'équilibre alimentaire des habitants de cette zone. Il s'explique par la proximité de la rivière qui met à la disposition des habitants des produits de la pêche, mais aussi par la présence d'ovins et de bovins en transit à quelques périodes de l'année, notamment durant les mois de juin et de juillet.

C'est également dans cette zone que l'achat d'intrants agricoles utilisés à la culture en irrigué a été le plus important.

Il importe de souligner que les échanges non comptabilisés ou dit informels sont non négligeables au sein du Département. Malheureusement, l'enquête n'a pu les prendre en compte que partiellement dans le poste dons et cadeaux. La situation aurait pu être très différente. Malgré cela, l'analyse des bilans recettes-déboursés a permis de mettre en lumière les principales difficultés financières que rencontrent les exploitants du département.

Quels sont les enseignements de cette étude?

L'analyse des données de l'enquête de budget-consommation 1983-1984 a permis d'identifier les principales composantes des régimes alimentaires par sous-région dans le Département de Diffa. Elle a aussi offert la possibilité de jeter un regard sur la situation financière des unités socio-économiques dans la zone. Sur la base de ces analyses, un certain nombre de constats a été fait.

Une meilleure connaissance des habitudes alimentaires de la population du Département de Diffa

L'étude montre qu'il existe dans le Département deux modèles de consommation alimentaire distincts. Celui des habitants des Cuvettes de Maïné-Soroa, principalement composé de céréales (notamment le mil), de pâtes, de manioc et de divers condiments. Le second modèle de consommation est celui des zones du lac Tchad et de la zone de la Komadougou, qui, à certains égards, s'apparente à celui de la zone des Cuvettes en y ajoutant toutefois, un apport protéique et énergétique d'origine animale qui apparaît fondamental à l'équilibre alimentaire. À l'exception du type de céréales consommé (le mil dans la zone de la Komadougou et le maïs et le sorgho dans la région du lac Tchad), les régimes alimentaires de ces deux zones sont très similaires.

Les habitants des trois zones étudiées ont des régimes alimentaires à dominance céréalière. En comparant les quantités moyennes de céréales consommées par personne participant aux repas dans les trois zones à la norme généralement admise par la FAO, on constate que deux des trois zones (la Komadougou et les Cuvettes) ont des apports inférieurs à la norme minimale de 249 kg/personne/année.

La saisonnalité qui marque la production agricole affecte directement la consommation alimentaire, ce qui traduit bien la faible monétarisation de l'économie alimentaire dans ces trois zones et les insuffisances en termes de capacité de stockage en milieu paysan. L'examen des données sur la consommation permet d'identifier la période (mars-juillet) comme une période de soudure qui se traduit par des baisses importantes dans les quantités et les types d'aliments consommés. Ces variations que l'on constate au niveau de la consommation alimentaire au cours de l'année sont d'autant plus importantes au niveau des céréales que celles-ci constituent la base alimentaire dans la région.

Dans les trois zones, la consommation de sauces à base de Maggi, de feuilles et de condiments complètent les régimes mais en accroît sans doute légèrement le coût.

Une meilleure connaissance de la situation financière des exploitations agricoles du Département

L'enquête de budget sur les recettes et les déboursés des exploitations a permis de disposer de données qui ont rendu possible l'analyse des carnets d'achats et de dépenses alimentaires par grands groupes de produits ainsi que les montants alloués et reçus pour d'autres transactions commerciales. Les exploitations des trois zones sont caractérisées par des déboursés moyens supérieurs à leurs recettes. Ici encore, il faut rappeler que la situation particulièrement difficile dans les pays du Sahel à ce moment a sans doute conduit les ménages à s'endetter, ou tout au moins à désépargner pour survivre. Ces résultats doivent donc être interprétés comme traduisant une situation circonstancielle et, par conséquent, difficilement généralisable.

Nous avons constaté que, dans chacune des zones, les ménages allouaient différemment leur budget. L'achat de produits céréaliers reste néanmoins la catégorie de dépenses alimentaires la plus importante dans les trois zones, et surtout dans la zone des Cuvettes. Peu d'investissement et très peu d'achats de biens durables ont été effectués au cours de la période. Le surendettement des ménages agricoles se traduit inévitablement par une limitation des initiatives paysannes, notamment au niveau des investissements en biens d'équipement.

Les dons et les cadeaux ont été particulièrement importants dans les trois zones. Peut-être est-ce lié aux problèmes engendrés par la sécheresse qui aurait accentué les échanges informels entre les ménages et l'économie de troc.

Nous pouvons également faire, à la lumière des résultats obtenus, les constats suivants

En chiffrant l'importance qu'occupent les céréales dans les régimes alimentaires par sous-région et en diagnostiquant les périodes d'insuffisance les plus aiguës, cette étude a permis de soulever les constats suivants :

- il y a un problème de stockage important dans le Département ;
- les régimes alimentaires sont principalement constitués de céréales traditionnelles;
- les céréales importées jouent un rôle encore secondaire dans les régimes alimentaires de la région, et cela même en période de sécheresse;
- la hausse des rendements apparaît essentielle à l'équilibre alimentaire dans la région;
- les paysans ont des problèmes de liquidités, ce qui a pour effet de limiter les initiatives personnelles et l'investissement agricole et rural.

Cette recherche a également contribué à l'enrichissement des connaissances nécessaires à toute amélioration de la stratégie alimentaire régionale et, par le fait même, nationale.

À la lecture des questionnaires, il nous faut reconnaître que les données ne semblent pas avoir toujours été saisies avec précision, sans doute pour plusieurs raisons : suivi des enquêtes, clarté des questions, motivation des enquêteurs, compréhension des objectifs de la recherche par les enquêteurs, pertinence des questions posées, etc. Cette situation a eu pour effet de limiter considérablement la portée de l'étude et le type d'analyse pouvant être réalisé.

Il faut souligner qu'au moment de l'enquête une sécheresse sévère frappait la plupart des pays sahéliens. Le choix de cette période pour réaliser une enquête de consommation n'était donc pas très approprié, ayant pour effet de restreindre non seulement la portée des résultats auxquels elle est parvenue, mais aussi les possibilités d'exploiter l'information recueillie.

Mentionnons également que les données mises à notre disposition ne nous ont pas permis d'évaluer la qualité des régimes, c'est-à-dire la dimension nutritionnelle de l'alimentation par sous-groupes de population. Les résultats de l'étude correspondent tout au mieux à des estimés de la situation réelle à long terme. Malgré cela, les résultats obtenus reflètent avec assez de fidélité la situation que vivait les ménages de la zone au cours de cette période particulièrement difficile de sécheresse.

Il est permis de croire qu'une plus grande disponibilité de données et une saisie mieux orchestrée auraient sans doute favorisé l'analyse des principales carences nutritionnelles dans ces trois zones. Des données plus précises sur les caractéristiques socio-économiques des exploitants, leur taille et leur composition auraient favorisé des analyses plus fines par sous-groupes de population. Ces données auraient permis, entre autres, d'identifier les facteurs socio-économiques et de milieu qui influencent le plus les comportements alimentaires dans la région et les conséquences nutritionnelles que cela implique. Celles-ci auraient également permis de déceler les groupes vulnérables, critère indispensable au développement de programmes et de projets visant à l'amélioration de la qualité de vie des ménages les plus défavorisés de la zone.

Je crois enfin que tous les projets d'appui quels qu'ils soient devraient collaborer plus étroitement avec les universités et les instituts de recherche locales pour la réalisation d'enquête et la collecte de l'information. Les universitaires et les chercheurs nationaux de ces institutions pourraient non seulement pousser plus loin les analyses mais ils pourraient également réaliser des études complémentaires fort utiles. Il m'apparaît également important de rappeler que le traitement des données qui sont recueillies sur le terrain devrait faire l'objet d'études dans le pays où elles ont été collectées, sans quoi le réalisme des analyses qui sont réalisées peut dans bien des cas être remis en cause.

Ce constat nous conduit donc à circonscrire sommairement les grands points sur lesquels devrait s'appuyer la collecte d'informations pour l'analyse des modèles de consommation alimentaire.

QUELQUES RECOMMANDATIONS EN GUISE DE CONCLUSION

En procédant à l'analyse de données fournies par les enquêtes relatives à l'alimentation et au budget des exploitants, il devrait être possible d'évaluer la situation alimentaire et nutritionnelle de groupes précis de population ainsi que les tendances qui se font jour dans le pays.

Les enquêtes de consommation doivent donc permettre des analyses qui apportent des éléments indispensables à l'aboutissement d'une démarche dont l'objectif est la planification alimentaire et le développement.

La saisie de données doit par conséquent transmettre avec le plus de fidélité les informations sur les paramètres qui permettent de bien comprendre les habitudes alimentaires d'une population.

On peut définir comme suit les buts visés par ces analyses :

- 1) Cerner les types de problèmes alimentaires et nutritionnels rencontrés par certains groupes de population en vue de fournir aux responsables des décisions l'information nécessaire aux orientations de politiques spécifiques ou tout au moins en relation avec la stratégie de développement d'une région;
- 2) Identifier les facteurs socio-économiques et les facteurs de milieu qui exercent une influence sur l'alimentation et la nutrition, dégager les éléments critiques et préciser leur importance;
- 3) Formuler des suggestions en ce qui concerne les politiques et les programmes visant à l'amélioration de la situation alimentaire;

-
- 4) Contribuer à l'enrichissement des connaissances sur lesquelles repose nécessairement la planification future en matière de développement et d'amélioration nutritionnelle.

Les enquêtes de consommation alimentaire devraient permettre de mesurer les variations de cette consommation alimentaire selon les caractéristiques propres à chaque groupe de population. Pour que cela soit possible, il faut toutefois que ces enquêtes aient été conduites en fonction de cet objectif. L'enquête qui a été réalisée dans le Département de Diffa constitue à mon avis un exemple qui illustre fort bien certains des problèmes que peuvent entraîner un manque de clarté dans la spécification des objectifs d'une enquête et un choix non représentatif de la période d'enquête.

Dans une première phase, il est nécessaire que l'enquête soit planifiée correctement et que les données soient recueillies en tenant compte des nécessités ultérieures de l'analyse. À cet égard, six types de données doivent être minimalement recueillies dans le cadre d'une enquête de budget-consommation :

- 1) L'identification géographique et la saison.
- 2) Les caractéristiques du chef de famille :
 - sexe;
 - âge;
 - statut;
 - type d'emploi.
- 3) La description détaillée de l'unité de consommation :
 - composition de la famille (par sexe);
 - l'âge des membres;
 - le revenu s'il y a lieu.
- 4) la consommation alimentaire en quantité et en valeur monétaire :
 - total des dépenses alimentaires par groupe d'aliments;
 - quantité auto-consommée;
 - dons de cadeaux;
 - fréquence de consommation;
 - quantité vendue.
- 5) L'évolution des prix des denrées agricoles au cours de la période d'enquête. C'est sur la base de ces données que les caractéristiques de groupe d'une population vulnérable peuvent être identifiées.
- 6) Le niveau d'épargne existant : Ceci permet de définir le niveau technologique d'un projet; entre-t-il ou non dans les possibilités financières des exploitants?

La description de la structure des régimes alimentaires doit permettre d'évaluer les composantes déficientes au sein des groupes alimentaires qui composent les régimes. Ce diagnostic fournit en principe les informations nécessaires aux orientations prioritaires à donner en matière de commerce ou de production agricole pour satisfaire les carences identifiées.

Sans entrer dans les détails méthodologiques relatifs à la préparation des questionnaires ou à la formation des enquêteurs, on peut dire que les enquêtes à objectifs multiples cumulent les

avantages techniques de l'enquête de consommation et de l'enquête de budget. Elle s'effectue sur un ensemble de ménages choisis par sondages aléatoires à plusieurs niveaux représentatifs, des urbains et des ruraux, à partir de listes démographiques récentes si elles existent. La collecte de données doit s'effectuer par échantillons tournants tout au long de l'année, de manière à appréhender les variations saisonnières.

Les relevés sont faits au niveau des ménages pris indépendamment en combinant, si possible, la méthode classique de la pesée et de l'interview. Les résultats ainsi obtenus (en valeur et en quantité) offrent la possibilité de lier la consommation alimentaire aux différents postes de dépenses, de revenus, d'auto-consommation des ménages ainsi qu'à l'état nutritionnel de groupes distincts de population. Il importe de s'assurer que les enquêteurs sont bien formés et comprennent très bien les objectifs de l'enquête, sans quoi le travail d'analyse en sera considérablement affecté. L'enquête budget-consommation réalisée dans le Département de Diffa correspond à cette méthodologie. Des problèmes de suivi et de coordination ont sans doute contribué à réduire la qualité des données recueillies.

On peut suggérer certains thèmes de réflexion en rapport avec les enquêtes de consommation ou de budget :

- Pour le monde rural, la circulation sociale est d'une nature bien différente des échanges d'une économie de marché. Il faut donc réfléchir à des méthodes d'évaluation des échanges "non-monnaïres".
- On doit également chercher à mieux connaître le comportement du groupe familial observé : Qui reçoit un revenu et qui décide de son usage ? Qui effectue les dépenses et qui en profite ? Ces questions mettront en évidence des revenus ou des dépenses collectifs ou individuels à estimer auprès de divers membres du groupe et non auprès du seul chef de ménage.

RESEARCH CENTER
UNIVERSITY OF BAHIGUINI
BAHIGUINI, SENEGAL

BIBLIOGRAPHIE

- CLUB du SAHEL, "Le stockage traditionnel des céréales vivrières en milieu paysan au Niger", Raymond Audette, janvier 1985, OCDE.
- FAO, "Analyse des données d'enquêtes sur la consommation alimentaire", Rome, 1981.
- FAO, "Bilan Alimentaire", Moyenne 1979-1981, Rome, 1984.
- GHERSI, Gérard, notes de cours : "Développement agro-alimentaire", Université Laval, 1985.
- LARIVIÈRE, Sylvain, "Analyse de l'enquête budget-consommation d'un ensemble d'exploitations types du Département de Diffa." Ministère de l'agriculture - ACDI, 1986.
- PADADD, "Schéma d'aménagement agricole du Département de Diffa", Publication conjointe du ministère de l'agriculture, Direction des études de la Programmation et des Statistiques agricoles et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), novembre 1986.
- WORLD BANK, "Nutritional Consequences of Agricultural Projects : Conceptual Relationships and Assessment Approaches", World Bank Staff Working Paper no. 456, mai 1981.